

1. RAPPEL DU CONTENU D'UN PCAET

La loi N°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), et plus particulièrement son article n°188, introduit l'obligation pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre existants au 1^{er} janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants d'élaborer un Plan Climat Air Energie Territorial.

Le Pays boulonnais regroupant la Communauté d'agglomération du Boulonnais, et les Communautés de communes de la Terre des 2 Caps et de Desvres Samer - sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'agglomération du Boulonnais, a élaboré ce document à l'échelle de ce bassin de vie avec des déclinaisons par EPCI, en délibérant pour

- Son lancement :
 - n° 20180926-077_26-09-2018 de la CCT2C ;
 - n°38C_18_10_2018 de la CAB ;
 - n°18-2018-11-06 de la CCDS.
- Son arrêt de projet
 - n° 20191204-129 de la CCT2C ;
 - n°38C_19_12_2019 de la CAB ;
 - n°26-2019-12-12 de la CCDS.

Les 3 intercommunalités du Pays Boulonnais ont ainsi engagé ensemble **l'élaboration du PCAET** pour la période 2019-2020. A cet effet, une gouvernance et une équipe projet ont été mutualisées entre les 3 intercommunalités, et mobilisées tout au long de la démarche pour piloter l'élaboration du PCAET. Elle a été accompagnée pour cela par le bureau d'études AD3E Conseil.

Le PCAET est un document de planification stratégique et opérationnel. Il concerne tous les secteurs d'activités, sous l'impulsion d'une collectivité. Il est élaboré en concertation avec les acteurs concernés. Il a pour **objectifs de réduire les consommations d'énergie et de gaz à effet de serre, de développer les énergies renouvelables, d'améliorer la qualité de l'air et d'adapter le territoire aux effets du changement climatique.**

Consciente des enjeux climatiques, la CAB souhaite faire de cet outil réglementaire, **une opportunité de s'inscrire dans la transition énergétique et écologique pour un territoire dynamique qui anticipe et s'adapte pour le bien-être et le bien vivre de sa population.**

Dans ce cadre, le PCAET répond et s'intègre aux lois, codes, et décisions suivantes :

- le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L5211-2,
- le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2224-34,
- la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 »,
- la loi La loi N°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), et plus particulièrement son article n°188 intitulé « la transition énergétique dans les territoires »

-
- le décret N°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan climat air énergie territorial (PCAET)
-
- le décret N°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets , plans et programmes
- la Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat qui fixe l'objectif de neutralité carbone en 2050, traduit dans la Stratégie Nationale Bas Carbone validée en avril 2020
- la Loi N°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités dite LOM- article 85 et 86, qui introduit le renforcement de l'Air dans les PCAET
- la délibération n°38C_18_10_2018 de la Communauté d'agglomération du Boulonnais (CAB), pour le lancement de l'élaboration du PCAET à l'échelle du Pays Boulonnais avec pour maître d'ouvrage la CAB
- la délibération n°38C_19_12_2019 de la CAB pour l'arrêt de projet du PCAET
- les avis des personnes associées reçus au titre de l'article R 229-54 du code de l'environnement :
 - l'avis du Préfet de Région Hauts de France en date du 3 avril 2020
 - l'avis de la Région Haut de France en date du 22 mai 2020
 - l'avis de la mission Régionale de l'autorité environnementale en date du 26 juin 2020
 - la consultation publique qui s'est tenue du 14 septembre au 13 octobre 2020
- le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Equilibre des Territoire (SRADDET) des Hauts de France validé par arrêté préfectoral le 04 août 2020 avec lequel le PCAET doit être compatible
- la conférence des présidents du Pays Boulonnais du 04 décembre 2020
- le document concernant les modalités de prise en compte des avis reçus annexé à la présente délibération
- Le projet de PCAET de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais modifié pour prendre en compte les différentes remarques reçues et annexé à la présente délibération

Le projet de Plan Climat Air Energie Territorial doit intégrer et décliner les actions et objectifs du Schéma Régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires

(SRADDET) , du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) régional, et participer à la stratégie nationale bas carbone.

2. RAPPEL DES ÉTAPES D'ÉLABORATION

A l'automne 2018, les 3 intercommunalités du Pays Boulonnais ont délibéré pour lancer l'élaboration du PCAET et définir les modalités de la concertation. Les élus ont souhaité associer les acteurs du territoire et l'ensemble des collectivités à l'identification et au choix des enjeux ainsi qu'aux propositions d'actions. Plus qu'une concertation, il s'agit d'une co-construction du programme avec les partenaires et acteurs du territoire.

La construction du PCAET s'est fondée sur un diagnostic du territoire, notamment énergétique. La stratégie a été définie sur 6 axes ce qui a permis la construction d'un plan d'actions composé de 56 fiches issues entre autres de la concertation avec les acteurs du territoire. Un dispositif de suivi et d'évaluation accompagne le document afin de suivre au mieux sa mise en œuvre sur les 6 années à venir

A l'issue de ses travaux animés durant toute l'année 2019 , les conseils communautaires des 3 intercommunalités ont arrêté le projet fin 2019 et l'ont transmis en janvier 2020 **aux personnes publiques associées, à savoir le Préfet de Région et la Président de la Région Hauts de France ainsi qu'à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale**. Les avis ont été reçus dans les délais fixés par le code de l'environnement ajusté à l'état d'urgence sanitaire mis en place par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, pour faire face à la pandémie du COVID-19. **Ces avis ont été portés à la connaissance du public avec le projet de PCAET au cours d'une consultation publique par voie électronique qui s'est déroulée entre le 14 septembre et le 13 octobre 2020.**

3. AVIS REÇUS ET MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROJET DE PCAET

Conformément à l'article R.229-54 du Code de l'environnement, les personnes publiques associées ont rendus leurs avis dans les délais impartis et ont notamment souligné les points positifs suivants du document :

- l'ambition de rénovation thermique des logements
- les actions innovantes en agriculture et alimentation
- les enjeux de la gestion sobre de la ressource en eau
- les actions innovantes dans les énergies renouvelables et de récupération
- les actions structurantes en mobilité durable

Des points d'attention ont été exprimés et des compléments ont été demandés sur :

- des actions plus directes pour l'amélioration de la qualité de l'air
- l'adaptation au changement climatique du littoral et du port de Port de Boulogne sur mer
- le renforcement des liens entre les documents d'urbanisme et les actions du PCAET (artificialisation des sols, stockage du carbone, gestion des eaux pluviales)
- un tourisme balnéaire et rural plus responsable

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Equilibre du Territoire (SRADDET) de la Région Hauts de France et ses objectifs à 2031, a été validé le 4 août 2020 après la définition du projet de PCAET en concertation avec les acteurs du territoire. La prise en compte des nouvelles ambitions de ce schéma fera l'objet d'une attention particulière dans la mise en œuvre du PCAET et notamment lors de l'évaluation à mi-parcours en 2023.

Aujourd'hui, la collectivité s'engage sur des objectifs pragmatiques en cohérence avec les spécificités de son territoire. Pour la mise en œuvre de ce 1^{er} PCAET sur la période 2021 – 2026, l'enjeu est de structurer la transition écologique et énergétique du territoire afin de définir un deuxième PCAET (2027-2032) ambitieux et compatible avec les stratégies régionales et nationales.

Les avis interrogent sur la gouvernance et les moyens de la collectivité pour la mise en œuvre du PCAET. Le PCAET 2021-2026 est déposée à l'échelle de chaque EPCI et sa mise en œuvre se fera à l'échelle des Schémas de Cohérence Territoriaux du Boulonnais.

Dans le cadre de la mise à disposition du public par voie électronique du projet, cinq contributions ont été reçues par voie numérique dont deux hors délais mais qui ont été traitées. Elles portent principalement sur les moyens, ambitions et périmètre de la mise en œuvre du PCAET. Les contributeurs ont demandé à être associés à la mise en œuvre du PCAET et souhaitent une communication et une sensibilisation sur les enjeux du PCAET.